

## Ce cercle vicieux économique qui étouffe le potentiel de croissance de la France

Dans une note publiée ce 15 mars 2018, l'économiste Patrick Artus développe l'idée que la France est imbriquée dans un engrenage pervers. Selon l'auteur, la faible compétence de la population active accroît le chômage structurel tandis que la concentration de l'emploi dans les services peu sophistiqués accroît les inégalités. Or, ces inégalités sont corrigées par une redistribution financée par une pression fiscale qui accroît encore le chômage structurel, dans une logique de cercle vicieux.

Avec Philippe  
Crevel

### Atlantico : Quelle est la réalité de ce constat ?

**Philippe Crevel :** La France, par défaut, par facilité, par manque d'ambition, a fait le choix de produire des biens et des services de gamme moyenne. Seulement 20 % de notre production est haut de gamme quand cette proportion atteint plus de 40 % en Allemagne. Les pouvoirs publics ont intégré la qualité moyenne de notre main d'œuvre en privilégiant les emplois à faible qualification à travers une politique de baisses de charges sociales ciblée. Un cercle vicieux diabolique s'est institué. En effet, du fait d'effets de seuil, la montée en gamme était pénalisée. Les employeurs n'ont aucun intérêt à monter en gamme en raison de la perte potentielle des exonérations de charges sociales que cela pourrait induire. Une triple chape de plomb a été ainsi mise sur notre économie. La première est celle des salaires qui sont calculés en fonction des exonérations, la deuxième est celle liée aux qualifications. A quoi bon inciter les salariés à se perfectionner si c'est pour leur prévoir des postes pour non-qualifiés. Troisième et dernière chape de plomb, celle de la production. En ne montant pas en gamme, les entreprises sont en concurrence avec celles des pays émergents, d'Europe du Sud et de l'Est. Nous avons les coûts de production du Nord de l'Europe mais une production de pays émergents. Les conséquences de cette politique sont sans appel : pertes de parts de marché à l'exportation, déficit commercial abyssal, désindustrialisation, perte d'emplois, taux de marges plus faibles que dans les autres pays européens, retard dans la digitalisation. Certes, certains pôles d'excellence ont su résister mais ils sont rares : l'aéronautique, la pharmacie, le luxe, la finance. Aujourd'hui, la France compte deux fois plus d'emplois à faible qualification que l'Allemagne. Sommes-nous deux fois plus bêtes ? En 2014, la France compte 1,5 million d'employés non qualifiés de plus qu'en 1982. En 2014, ils représentaient 12,9 % des emplois contre 8,3 % en 1982.

### Afin de proposer une alternative, l'économiste propose de soutenir les politiques de formation, d'élévation des compétences de la population active. Une telle solution est-elle réaliste ?

Patrick Artus a totalement raison. La France a failli ces quarante dernières années en matière de formation : formation initiale, formation professionnelle, formation continue.

---

La première faillite concerne évidemment l'éducation des jeunes. Depuis de nombreuses années, la France recule dans tous les classements internationaux. Le QI moyen des Français a baissé de 1990 à 2009 de 4 points. Le QI moyen à Singapour, à Hong Kong est de 10 points supérieur au nôtre.

Selon plusieurs organismes internationaux, la croissance française est de plus en plus entravée par les mauvais résultats de son système de formation. Cette situation rejailit tant sur les jeunes actifs que sur l'ensemble de la population active.

□

La France arrive en 35<sup>e</sup> position pour les performances des enfants de CM1 en mathématique et en 34<sup>e</sup> position pour les performances des enfants de CM1 en compréhension écrite.

□

En France, 17 % des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur ont des compétences inférieures à la moyenne de l'OCDE. Ces diplômés ont des compétences qui ne sont pas suffisamment en phase avec leur niveau de diplôme.

Le taux de chômage des jeunes est deux fois supérieur à celui constaté en Allemagne, en Autriche, ou aux Pays-Bas. Pour les non-qualifiés, l'écart est encore plus net. Le taux de chômage des non diplômés de moins de 25 ans est de 33 % en moyenne en France depuis l'an 2000 contre 13 % en Allemagne et 11 % aux Pays-Bas. Le taux d'activité des jeunes n'est que de 38 % en France contre 50 % chez notre partenaire d'Outre-Rhin. Ce taux atteint même 71 % aux Pays-Bas. Cette situation s'explique par le fait qu'en France, ce sont avant tout les jeunes en situation d'échec scolaire, âgés entre 18 et 24 ans, qui sont sur le marché du travail quand le système de l'apprentissage en Allemagne permet de suivre des formations professionnelles plus inclusives. En 2016 en France, plus de 17 % des personnes âgées de 15 à 29 ans ont été en situation de déscolarisation. Ce taux était de 14 % en 2003.

Dans notre pays, 61 % ne valident pas leur première année au sein de leur cursus universitaire ; un grand nombre de jeunes redouble ou change de spécialité quand d'autres abandonnent. Le taux d'échec est plus faible dans les IUT et dans les grandes écoles. Près des deux tiers des étudiants n'obtiennent pas leur master dans le temps logiquement imparti. Il y a donc un réel gaspillage de temps et d'argent. À ce titre, il convient de souligner que la France dépense moins que ses voisins pour l'enseignement supérieur. La dépense moyenne par étudiant est de 15 100 euros pour les classes préparatoires et les grandes écoles, de 13 700 euros dans les IUT et de 10 390 euros dans les universités.

Ainsi, les filières arts, lettre, sciences humaines et sociales attirent un très grand nombre d'étudiants (près de 80 000 demandes de la part des bacheliers en 2017) tout en ayant un taux d'insertion professionnelle de 61 % quand, dans le même temps, la filière économie et gestion n'attire que 54 000 élèves avec un taux d'insertion de près de 80 %.

La mauvaise formation initiale débouche sur un véritable gâchis individuel et collectif. La France dépense à pure perte des milliards d'euros pour un enseignement qui ne donne satisfaction ni aux jeunes, ni aux entreprises. De ce fait, notre pays se caractérise par une sous-utilisation de sa force de travail. Le taux d'emploi des 15-64 ans était de 64 % en 2016 en France contre 75 % en Allemagne et aux Pays-Bas. Depuis 2003, ce taux est stable en France mais a augmenté de 10 points en Allemagne. Le taux d'emploi est de 30 % pour les jeunes contre 45 % en Allemagne et 65 % aux Pays-Bas. Les jeunes sans formation sont, en France, en situation de vulnérabilité. Seulement 9,5 % d'entre eux avaient un emploi contre 30 % en Allemagne ou 52 % aux Pays-Bas.

Il n'y a guère de corde de rappel en cas d'échec durant les études. Il faudra surveiller les projets d'Edouard Philippe en la matière mais depuis 40 ans, nombreux sont ceux qui ont voulu réformer la formation professionnelle et qui ont échoué. La mauvaise qualité du système de formation professionnelle constitue un des points faibles pour l'économie française. Selon le service des études du Ministère du Travail, près de 140 000 emplois étaient vacants à la fin du semestre 2017. Dans certains secteurs, les entreprises éprouvent des difficultés à trouver des salariés répondant aux qualifications exigées. Ainsi, 25 000 postes étaient vacants dans l'industrie, 14 000 dans le secteur de la communication et de l'information, 22 000 dans le commerce, 15 000 pour les entreprises exerçant leurs activités dans les domaines scientifiques et techniques (conseils). 11 000 postes étaient également vacants dans l'hôtellerie et la restauration. Les salariés en difficulté ou les demandeurs d'emploi n'accèdent que difficilement à la formation professionnelle. En 2014, 33 % des ouvriers ont bénéficié d'une formation contre 55 % des cadres.

En raison des faiblesses structurelles de la formation continue, les résultats PIAAC des actifs français sont également inférieurs à la moyenne. Par rapport aux autres pays membres, les travailleurs français figurent parmi les moins engagés dans les programmes d'apprentissage des adultes (OCDE, 2017). Les adultes au chômage ont également peu participé à l'enseignement ou à la formation. L'organisation internationale pointe du doigt l'existence d'un cercle vicieux pour les adultes se trouvant en dehors du marché du travail. Exclue de la communauté du travail, ils ont difficilement accès à des programmes d'apprentissage. Or, ce sont ceux dont les compétences de base sont les plus faibles qui sont au chômage. Par ailleurs, les formations professionnelles demeurent très scolaires or, elles s'adressent avant tout à des publics ayant été bien souvent en échec scolaire durant leur jeunesse. Ces derniers sont, de ce fait, réfractaires aux formes traditionnelles de formation.

□

Sur le terrain des compétences, l'OCDE insiste sur la nécessité de renforcer l'éducation pré-primaire afin de garantir à chaque enfant un bon départ dans leur éducation. De plus, des méthodes d'enseignement innovantes dans les écoles et un soutien fort des professeurs à tous les élèves sont indispensables pour atteindre un niveau correct de compétences cognitives, sociales et émotionnelles.

---

L'OCDE recommande à la France d'améliorer la qualité de ses programmes d'éducation et de formation professionnelle en développant un apprentissage orienté autour du monde professionnel et de ses exigences.

Afin de garantir des bénéfices sociaux et économiques de cette inclusion dans les marchés mondiaux, la France doit doter sa population d'un éventail de compétences non seulement cognitives mais aussi sociales et émotionnelles, offrir plus d'équité dans l'apprentissage et encourager les adultes de développer et adapter leurs compétences tout au long de leur vie.

### **Quelles seraient les autres pistes permettant de corriger cette situation, et de passer d'un cercle vicieux à un cercle vertueux ?**

La bataille de l'éducation est la mère des batailles. Refonder l'éducation, assumer l'idée que le système doit favoriser l'émergence d'une élite, ce qui ne signifie pas abandonner comme cela est le cas aujourd'hui les décrocheurs. Notre système, depuis 40 ans, travaille au nivellement. Les plus doués, les plus riches s'en sortent en accédant à des formations de niveau international. En revanche, pour les élèves issus de province, de banlieues, qui ne dispose d'un réel soutien familial, il est tiré vers le bas même si ces capacités, ces envies lui permettraient de mieux faire. Si les filles obtiennent de meilleurs résultats que les garçons, c'est par leur volonté légitime d'améliorer par l'éducation leur conditions de vie. Au-delà de l'école, la fin des 35 heures aurait l'avantage de remettre les pendules à l'heure. La fixation de l'organisation horaire de l'entreprise doit relever de la négociation au sein des entreprises ou au sein des branches professionnelles.

Pour rompre le cercle vicieux, les taux de marge des entreprises doivent encore s'améliorer afin qu'elles puissent rattraper leur retard en matière d'investissement. Vis-à-vis de la Corée du Sud, de la Chine, du Japon, les pays 'Europe du Nord ou de l'Allemagne, notre pays est devancé en matière de robots industriels. Or, contrairement aux affirmations de certains, le robot n'est pas l'ennemi. Il est au contraire pourvoyeur de richesses qui créent des emplois.

La France doit redevenir un des pays clefs de l'innovation comme il le fut jusque dans les années 70. Il faut tout à la fois faciliter la recherche et attirer les savants des autres pays. En Corée du Sud, la part de la richesse nationale consacrée à la recherche atteint 5 % contre 2,21 % en France. Notre pays doit mieux valoriser ses atouts et jouer le haut de gamme. Présents aux quatre coins de la planète, bénéficiant d'un potentiel géographique, culturel hors du commun, le pays dispose de marges de croissance impressionnantes.

Le fort taux de chômage des non-qualifiés pose le problème de la formation, de l'inadaptation de l'offre à la demande, du coût et de la flexibilité du marché du travail.

Un lien existe entre le fort taux de chômage des non-qualifiés avec le niveau de compétences des peu qualifiés, mesuré par le score à l'enquête PIAAC de l'OCDE pour les 25% des personnes ayant le score le plus bas. La Nouvelle Zélande, les Pays-Bas le Danemark obtiennent de bons scores PIAAC et ont des taux de chômage relativement faibles au contraire de l'Espagne, de la Grèce et de la France qui sont mal classées.

Plus le niveau du salaire minimum est élevé, plus le taux de chômage des non-qualifiés est important. Cette corrélation est constatée en France, au Portugal et dans une moindre mesure en Belgique. En revanche, elle ne joue pas en Nouvelle Zélande ou en Australie ayant un ratio salaire minimum sur salaire médian dépassant 50 % tout en ayant un taux de chômage des non-qualifiés inférieur à 8 % (moyenne 2002-2016).

Plus le poids du secteur des services domestiques (distribution, loisirs, services à la personne) est important, moins le chômage des non-qualifiés est logiquement élevé. En effet, ce secteur d'activité est censé employer plus de personnes à faibles qualifications que les autres. Or, à la lecture des statistiques, le lien n'est pas évident. La Grèce, l'Italie ou l'Espagne qui ont de fort taux de chômage disposent d'un large secteur de services domestiques. Au Royaume-Uni, il apparaît que le faible chômage chez les non-qualifiés n'est pas sans lien avec la part des emplois dans le secteur des services domestiques.

Une flexibilité accrue du marché du travail joue favorablement sur l'emploi des non-qualifiés. Il en est ainsi en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni, en Australie ou au Danemark. C'est moins net aux États-Unis ou en Irlande.

Le développement au travail indépendant ne constitue pas un critère déterminant pour analyser le chômage des non-qualifiés. Le poids du travail non-salarié est assez proche au sein des pays de l'OCDE. La Grèce est le pays qui a le nombre le plus important d'indépendants avec un très fort taux de chômage chez les non-qualifiés. En revanche, ce mode de travail est peu pratiqué au Danemark qui n'a pas de problème de chômage au sein de la population des non-qualifiés.

La comparaison des différents pays de l'OCDE révèle que l'amélioration de l'emploi des non-qualifiés passe par la formation, la flexibilité et la maîtrise des coûts salariaux, les deux premiers points l'emportant sur le dernier.